

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**Accord-cadre relatif aux prestations d'évaluation, d'expertise et
d'appui au montage de projets pour Nantes Université***Cahier des Clauses Administratives Particulières**CCAP n°25027AC*

**Appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2-1° et R.2161-2 à
R.2161-5 du Code de la commande publique**

Numéro du marché public :

2	0	2	5										
---	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché	5
1.1. Objet du marché public	5
Article 2 - Dispositions générales	5
2.1. Nomenclature communautaire	5
2.2. Procédure de passation.....	5
2.3. Allotissement	5
2.4. Forme des accords-cadres	6
2.4.1. Lots 1, 2 et 3	6
2.4.2. Lot 4.....	6
2.5. Prestations similaires	6
Article 3 - Durée	6
3.1. Durée initiale.....	6
3.2. Durée des marchés subséquents à bons de commande (lots 1, 2, 3)	7
3.3. Reconductions de l'accord-cadre.	7
Article 4 - Pièces	7
4.1. Référence au CCAG	7
4.2. Pièces constitutives	7
Article 5 - Délais	7
5.1. Modalités de computation des délais	7
5.2. Début du délai d'exécution	8
5.3. Expiration du délai d'exécution	8
5.4. Prolongation du délai d'exécution.....	8
Article 6 - Obligations générales des parties.....	8
6.1. Forme des notifications et informations	8
6.2. Personnels du pouvoir adjudicateur.....	8
6.3. Personnels du titulaire en charge de l'exploitation	9
6.4. Pilotage et suivi continu des prestations.....	9
6.5. Revue exceptionnelle du contrat	9
6.6. Sous-traitance	9
6.6.1. Sous-traitance ultérieure	9
6.7. Devoir de conseil	10
6.8. Changements affectant le titulaire	10
6.9. Confidentialité	10
Article 7 - Modalités d'exécution des bons de commande (Lots 1, 2 et 3)	11
7.1. Modalités de consultation des titulaires.....	11

7.2. Organisation de la consultation pour l'attribution du bon de commande	11
7.3. Exécution des marchés subséquents à bons de commande.	12
7.4. Critères d'analyse pour les bons de commande.	12
7.5. Dispositions	13
7.5.1 Obligation de réponse	13
Article 8 - Modalités d'exécution du marché (Lot 4)	13
8.1. Exécution des prestations	13
8.2. Obligation de réponse	13
Article 9 - Protection des données personnelles.....	13
9.1. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance.	14
9.2. Obligations du sous-traitant	14
9.3. Droit d'information des personnes concernées	15
9.4. Exercice du droit des personnes	15
9.5. Notification des violations des données à caractère personnel	15
9.6. Sort des données	15
9.7. Délégué à la protection des données.....	15
9.8. Registre des catégories d'activités de traitement.	15
9.9. Documentation.....	16
9.10. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant	16
Article 10 - Caractéristiques des prestations et modalités d'exécution	16
10.1. Caractéristiques des prestations	16
Article 11 - Opérations de vérification.....	16
Article 12 - Droit de propriété intellectuelle	16
Article 13 - Devoir de loyauté	16
Article 14 - Prix.....	17
14.1. Forme et contenu des prix.....	17
14.2. Contenu des prix.....	17
14.3. Variation du prix	17
Article 15 - Modalités de règlement des comptes	17
15.1. Avance.....	17
15.2. Demandes de paiement	17
15.3. Contenu des factures.....	17
15.4. Transmission des factures.....	18
15.5. Mode de règlement.....	18
15.6. Clause de financement et de sûreté.....	18
15.6.1. Garanties financières	18

15.6.2. Cession et nantissement de créances	18
Article 16 - Pénalités	19
16.1. Généralités	19
16.2. Grille des pénalités	19
Article 17 - Résiliation du marché.....	19
17.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	19
17.2. Résiliation pour motif d'intérêt général	20
17.3. Résiliation pour faute	20
17.4. Exécution de la prestation aux frais et risques	20
Article 18 - Force majeure	20
Article 19 - Litiges et recours	20
Article 20 - Présentation des attestations	21
Article 21 - Dérogations au CCAG	22

Article 1 - Objet du marché

1.1. Objet du marché public

Le marché public a pour objet général les prestations d'évaluation, d'expertise et d'appui au montage de projets pour Nantes Université.

Il portera notamment sur les missions suivantes :

- Accompagnement de Nantes Université pour le montage de propositions dans le cadre d'Appels à projets de recherche.
- Accompagnement de Nantes Université pour le montage de propositions dans le cadre d'Appels à projets de formation.
- Prestations de veille, de conseil et de montage de propositions pour les projets transversaux de Nantes Université.
- Accompagnement de l'I-SITE-NExT pour l'évaluation et l'expertise externe de dossiers en réponse aux appels à projet.

Article 2 - Dispositions générales

2.1. Nomenclature communautaire (tous les lots)

Code CPV	Description
72224000-1	Service de conseil en gestion de projets
Code NACRES	Description
EB.05	ETUDES ET CONSEIL EN STRATEGIE ET ORGANISATION
EB.06	CONSEIL ET EXPERTISE METIER Y COMPRIS RECHERCHE

2.2. Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'un appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2-1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

2.3. Allotissement

Le marché est alloti de la manière suivante :

Lot	Objet
Lot 1	Accompagnement au montage de propositions dans le cadre de projets de recherche pour Nantes Université.
Lot 2	Accompagnement au montage de propositions dans le cadre de projets de formation pour Nantes Université.
Lot 3	Prestations de veille, de conseil et de montage de propositions pour les projets transversaux de Nantes Université.
Lot 4	Prestation d'évaluation et d'expertise externe de dossiers en réponse à des appels à projets pour l'I-SITE-NExT de Nantes Université.

2.4. Forme des accords-cadres

2.4.1. Lots 1, 2 et 3

Les marchés correspondant aux lots 1, 2 et 3 sont des accords-cadres qui ne fixent pas toutes les stipulations contractuelles. Ils donnent lieu à la conclusion de marchés subséquents à bons de commande après remise en concurrence des titulaires, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-10 du code de la commande publique.

En application de l'article R2162-4 2° du code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum.

- Pour le lot 1, le montant maximum pour la période initiale est fixé à 25 000 € HT.
- Pour le lot 2, le montant maximum pour la période initiale est fixé à 25 000 € HT.
- Pour le lot 3, le montant maximum pour la période initiale est fixé à 50 000 € HT.

Le montant maximum des prestations pour chaque période de reconduction est identique à la période initiale.

Les marchés publics, pour les lots 1, 2 et 3 sont multi-attributaires. Chaque marché est attribué à 4 titulaires distincts maximum sous réserve d'un nombre suffisant de candidats.

2.4.2. Lot 4

Le marché correspondant au lot 4 est un accord-cadre qui est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum. Le montant maximum pour la période initiale du contrat est fixé à 50 000 € HT.

Le montant maximum des prestations pour chaque période de reconduction est identique à la période initiale.

Il s'agit d'un marché mono-attributaire.

2.5 Prestations similaires

Nantes Université se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Article 3 - Durée

3.1 Durée initiale

Le marché public correspondant à chaque lot prend effet à la date de réception de la notification. Il est conclu pour une période initiale d'exécution qui court de la date de notification au 30 septembre 2026.

3.2 Durée des marchés subséquents à bons de commande (lots 1, 2, 3)

La mise en œuvre des marchés subséquents à bons de commande se fait pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Un marché subséquent à bon de commande conclu au cours de la période de validité de l'accord-cadre ne pourra dépasser de plus de trois mois la date de fin d'exécution de l'accord-cadre.

3.3 Reconductions de l'accord-cadre.

Le contrat est reconduit par reconduction tacite jusqu'à son terme, sans pouvoir excéder le 30 septembre 2029. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à trois (3). La durée de chaque période de reconduction est de douze (12) mois.

Les titulaires ne peuvent pas refuser la reconduction.

Nantes Université peut, deux mois avant la date d'échéance de la période en cours, décider de ne pas reconduire le marché public. La décision de non-reconduction intervient alors par tout moyen permettant de disposer d'une preuve certaine de la réception de ladite décision. La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

Article 4 - Pièces

4.1. Référence au CCAG

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI), entré en vigueur le 1er avril 2021 suite à la publication de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles.

4.2. Pièces constitutives

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexe financière (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP);
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) correspondant à chaque lot ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-PI, la notification comporte l'acte d'engagement, et, seulement selon l'estimation par le pouvoir adjudicateur de l'opportunité de les transmettre, les autres pièces constitutives du marché public.

Article 5 - Délais

5.1. Modalités de computation des délais

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

5.2. Début du délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché débute à réception de la notification du marché.

Le délai d'exécution des prestations sera celui indiqué dans l'offre de l'attributaire, avec un délai maximal de réalisation des prestations précisées par le pouvoir adjudicateur lors de la mise en concurrence des attributaires et de la définition du besoin de Nantes Université.

5.3. Expiration du délai d'exécution

En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de l'acheteur, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

En cas de prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études à l'acheteur, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

Il est fait application de l'article 13.2. du CCAG PI.

5.4. Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP.

Par dérogation à l'article 13.3.1 du CCAG-PI, la prolongation éventuelle du délai d'exécution est accordée

- Par l'émetteur du bon de commande ou son mandataire habilité en lieu et place de la personne référente de l'accord-cadre.

Article 6 - Obligations générales des parties

6.1. Forme des notifications et informations

Toute information relative à un besoin ou au suivi d'exécution des prestations émanant du pouvoir adjudicateur sera faite par échange dématérialisé. A ce titre, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'accordent sur le fait de donner valeur probante aux échanges par courriel, pour lesquels la date et l'heure d'envoi fera foi et servira au point de départ des délais contractuels.

En cas de modification de l'adresse électronique mentionnée par le titulaire dans sa note méthodologique, le titulaire doit en informer sans délai le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur ne pourrait être tenu responsable du défaut d'information du titulaire lié à l'absence de communication de la modification de son adresse électronique utilisée dans le cadre du marché public

6.2. Personnels du pouvoir adjudicateur

Les précisions suivantes sont apportées en complément des dispositions de l'article 3.3 du CCAG-PI :

- Le marché correspondant au lot 1 est piloté par la DRPI (Direction de la Recherche, des Partenariats et de l'Innovation.)
- Le marché correspondant au lot 2 est piloté conjointement par la DEI (Direction Europe et International) et la DFRU (Direction de la Formation et des Réussites Universitaires.)
- Le marché correspondant au lot 3 est piloté par la DRPI (Direction de la Recherche, des Partenariats et de l'Innovation.)
- Le marché correspondant au lot 4 est piloté par l'I-SITE-NExT.

- Pour tous les marchés, la Direction des Achats est l'interlocuteur concernant les aspects juridiques (sous-traitance, sûretés, obligations administratives du titulaire...) et financiers.

Direction des Achats – Pôle Achats

1 quai de Tourville - BP 13522 - 44035 Nantes Cedex 1

Courriel : marchespublics@univ-nantes.fr

6.3. Personnels du titulaire en charge de l'exploitation

Les dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG-PI s'appliquent concernant le suivi contractuel.

Le titulaire désigne un représentant, « chargé d'études » qui est l'interlocuteur privilégié de Nantes Université pour l'ensemble des questions contractuelles ; celui-ci a autorité pour régler toute difficulté liée à l'exécution des prestations. Il représente le titulaire dans toutes les réunions où celui-ci est convié dans le cadre de l'exécution du marché et du contrôle des prestations.

6.4. Pilotage et suivi continu des prestations

Pour des fins d'analyse et de reporting, le pouvoir adjudicateur est fondé à demander au titulaire du marché public la communication de toute information, notamment statistique, relative à la mise en oeuvre et au suivi de l'exécution des accords-cadres.

6.5. Revue exceptionnelle du contrat

En cas d'incidents majeurs ou répétés, le pouvoir adjudicateur provoque une réunion exceptionnelle, afin d'aborder ces incidents ainsi que leur résolution.

6.6. Sous-traitance

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations (en application des articles L.2193-1 à L.2193-14 et suivants du code de la commande publique).

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI, étant entendu que la sous-traitance ne peut concerner que les services/prestations intellectuelles

En outre, afin que le sous-traitant déclaré soit accepté et agréé, la méthodologie d'intervention qu'il utilisera pour réaliser les prestations, ainsi que ses interactions avec les différentes parties au présent marché public devront être précisées. Que la sous-traitance soit déclarée lors du dépôt de l'offre ou de l'exécution du marché public, elle doit faire l'objet d'une déclaration.

Le titulaire s'engage à transmettre les pièces et attestations de son sous-traitant (de nature à prouver que les obligations sociales, fiscales et d'assurance identiques à celles du titulaire) sont respectées) ou à ce que le sous-traitant les dépose sur la plateforme e-attections.

Toute sous-traitance non déclarée dont le pouvoir adjudicateur aurait connaissance ultérieurement à l'exécution des prestations donnera lieu à l'application de la pénalité définie dans l'article 16.2 (Pénalités) du présent CCAP.

6.6.1. Sous-traitance ultérieure

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques (hors tâches essentielles du marché devant être effectuées par le titulaire). Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer

clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

L'acceptation du sous-traitant ultérieur par le responsable de traitement est constatée par la signature d'un acte spécial de sous-traitance ou par le silence du responsable de traitement gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des éléments mentionnés au présent article. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

6.7. Devoir de conseil

Le titulaire, du fait de son expertise, est tenu de conseiller Nantes Université sur les modalités d'exécution des prestations. Ce devoir de conseil s'exerce au fil de l'exécution des prestations : il peut porter sur l'organisation mise en oeuvre, et plus spécifiquement sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

6.8. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer Nantes Université de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- Les personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- La forme de l'entreprise ;
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- Son adresse ou son siège social ;
- Son adresse bancaire ;
- La cession d'une ou de différentes activités ;
- L'acquisition d'une nouvelle activité ;
- Son capital social ;
- Et généralement toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de la société.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que Nantes Université ne sera pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant. Si le titulaire néglige de se conformer à cette obligation, Nantes Université ne saurait être tenue responsable des retards de paiement qui pourraient résulter d'un défaut d'information.

Dans l'hypothèse où un titulaire disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur de l'acte portant la décision de fusion et de la justification de son enregistrement légal. À défaut, Nantes Université se réserve le droit de résilier le marché public passé avec lui sans indemnisation.

6.9. Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-PI, les parties sont soumises à une obligation de confidentialité.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Il est rappelé qu'une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

L'obligation de confidentialité se poursuit après expiration du marché public. L'obligation de confidentialité ne devient caduque que si l'information est rendue accessible dans les conditions de l'article 5.1.4. du CCAGPI.

Dès lors, une partie ne peut et ne pourra demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité pénale de la partie concernée pourra être engagée.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant. En cas de violation de cette obligation, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Article 7 - Modalités d'exécution des bons de commande (Lots 1, 2 et 3)

L'envoi des bons de commande ne peut se faire que pendant la période de validité de l'accord-cadre.

7.1. Modalités de consultation des titulaires

La remise en concurrence consiste en la consultation des titulaires par l'envoi d'un courriel de consultation, à la survenance du besoin. Les titulaires sont invités à cet effet à préciser dans les documents de l'offre, l'adresse électronique qui servira pour l'envoi des documents de remise en concurrence.

Le courriel de consultation détaillera :

- L'expression du besoin.
- La date et le lieu d'exécution (si nécessaire).
- Les prestations demandées avec le type de consultant pour chaque prestation.
- Les livrables éventuels.
- Le délai de remise des offres.
- La pondération des critères de choix de l'offre.

Les titulaires ont l'obligation de faire une réponse qu'ils doivent transmettre au service acheteur quel que soit leur choix : refus de la prestation ou envoi d'un devis.

7.2. Organisation de la consultation pour l'attribution du bon de commande

1) Envoi du courriel à la survenance du besoin.

Le service de Nantes Université concerné par la prestation sollicite les titulaires de l'accord-cadre pour une réponse à ses besoins. La consultation consiste en l'envoi d'une invitation à concourir transmise via l'adresse mail fournie par le titulaire. Le service précisera dans sa demande la pondération choisie pour la notation des offres. Le détail de la prestation attendue indiquera les lignes du BPU concernées par la demande. Les candidats doivent formuler leur offre financière uniquement sur les éléments sollicités.

2) Remise des offres par les titulaires de l'accord-cadre.

Les offres des titulaires de l'accord-cadre sont transmises dans les délais précisés dans le courriel de consultation, par retour de mail au service demandeur. Les offres sont constituées :

- Du devis élaboré par le candidat,
- De la proposition financière correspondante.
- Du délai prévisionnel de réalisation des prestations
- Du détail de l'accompagnement proposé dans le cadre de la demande.

3) Attribution des bons de commande.

Les offres reçues dans les délais seront analysées par le service acheteur selon les critères indiqués dans le présent Cahier des Clause Administratives Particulières (CCAP).

A l'issue de l'analyse des offres, le titulaire ayant reçu la note totale maximale se verra attribuer le bon de commande. Les autres titulaires seront informés du rejet de leur offre.

7.3. Exécution des marchés subséquents à bons de commande.

Les marchés subséquents sont exécutés au moyen de bons de commande édités à partir du logiciel de gestion financière de l'université (SIFAC). Ce bon de commande correspond à l'ordre de service, transmis par courriel, au candidat retenu. Il représente l'engagement financier de Nantes Université et comporte un numéro qui devra figurer sur la facture du titulaire (format 4500XXXXXX).

Les titulaires sont tenus de refuser toute commande non accompagnée du bon de commande SIFAC. Toute prestation réalisée sans avoir été préalablement soumise à une consultation serait effectuée aux risques et périls de la société qui devrait en supporter les coûts.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les commandes seront passées sur la base des prix fixés dans l'annexe financière des candidats.

7.4. Critères d'analyse pour les bons de commande.

Pour déterminer l'offre qui sera retenue, les critères figurant dans le tableau ci-après sont appliqués, et aboutissent à un classement des offres. La pondération exacte retenue pour chaque critère sera précisée dans le courrier de consultation, la somme des pondérations étant toujours égale à 100%.

Critères	Pondération
Méthodologie de travail et moyens mis en oeuvre	30 à 70%
Prix global et forfaitaire de la prestation d'accompagnement	30 à 70%

Concernant la méthode de jugement du critère « Prix » :

- Le candidat présentant l'offre de prix la moins-disante obtiendra la note maximale définie pour l'attribution du bon de commande et sera classé premier sur ce critère.
- La notation, pour les autres propositions, s'effectuera ensuite selon la formule ci-après :
$$\text{Note} = (\text{prix du candidat le moins disant} / \text{prix du candidat}) \times \text{note maximale définie pour le prix.}$$

L'application des critères du tableau ci-dessus conduira à un classement des offres. L'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue.

7.5. Dispositions

7.5.1 Obligation de réponse

Les titulaires de l'accord-cadre ont l'obligation de répondre à la prestation demandée par les services de Nantes Université.

Toutefois, si le titulaire n'était pas en mesure d'apporter une réponse favorable ou positive à la prestation demandée il devrait motiver cette absence d'offre. Si Nantes Université juge que le motif de « non réponse » n'est pas fondé, le titulaire se verra appliqué une pénalité dans les modalités décrites à l'article 16.2 du présent CCAP.

Article 8 - Modalités d'exécution du marché (Lot 4)

8.1. Exécution des prestations

Les prestations renseignées dans le BPU seront réalisées à la survenance du besoin par l'envoi d'un bon de commande qui ne peut se faire que pendant la période de validité de l'accord-cadre. Le bon de commande issu du système d'information financier de Nantes Université (SIFAC), fait apparaître les informations suivantes :

- Le numéro du marché public,
- Le numéro de la commande
- La référence du service émetteur,
- La description des prestations,
- Le moyen de transmission des livrables, le cas échéant.
- Le montant de la commande en HT et en TTC.

8.2. Obligation de réponse

Le titulaire de l'accord-cadre a l'obligation de répondre à la prestation demandée par les services de Nantes Université.

Toutefois, si le titulaire n'était pas en mesure d'apporter une réponse favorable ou positive à la prestation demandée il devrait motiver cette absence d'offre. Si Nantes Université juge que le motif de « non réponse » n'est pas fondé, le titulaire se verra appliquer une pénalité dans les modalités décrites à l'article 16.2 du présent CCAP.

Article 9 - Protection des données personnelles

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, à savoir :

- la Loi Informatique et Liberté (dite LIL) n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée,
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

Pour le traitement de données à caractère personnel, les parties sont entendues comme telles :

- Nantes Université a la qualité de responsable de traitement

- Le titulaire du marché public a la qualité de sous-traitant.

9.1. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance.

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues par les marchés correspondant à chaque lot.

La finalité du traitement est de permettre la réalisation des prestations prescrites, décrites dans le CCTP des lots concernés.

Les données à caractère personnel traitées sont :

Pour les lots 1, 2 et 3 :

- Les noms, prénoms, numéros de téléphone professionnels, adresses courriels professionnelles des personnels de Nantes Université.
- Pour les porteurs de projets ainsi que toute personne identifiée dans les dossiers : les noms, prénoms, adresse postale, adresses mail, numéro de téléphone, photo d'identité.

Pour le lot 4 :

- Les noms, prénoms, numéros de téléphone professionnels et adresses professionnelles des personnels de Nantes Université
- Pour les porteurs de projets ainsi que toute personne identifiée dans les dossiers des candidats aux appels à projets : les noms, prénoms, adresse postale, adresses mail, numéro de téléphone, photo d'identité.

9.2. Obligations du sous-traitant

Le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement.
- En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union Européenne ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

9.3. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

9.4. Exercice du droit des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@univ-nantes.fr

9.5. Notification des violations des données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courrier électronique à dpo@univ-nantes.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

9.6. Sort des données

La durée du traitement des données correspond à la durée de la ou des prestations commandées.

Au terme de la réalisation des prestations, le titulaire a obligation, et s'y engage, à détruire toutes les données à caractère personnel collectées au cours de l'exécution du présent marché public.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

9.7. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

9.8. Registre des catégories d'activités de traitement.

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ; le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel.
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement

- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

9.9. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

9.10. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

- Fournir au sous-traitant les données visées aux présentes clauses ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

Article 10 - Caractéristiques des prestations et modalités d'exécution

10.1. Caractéristiques des prestations

La liste des prestations demandées et leurs caractéristiques sont présentées dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) correspondant à chaque lot.

Article 11 - Opérations de vérification

Les dispositions des articles 28 et 29 du CCAG-PI s'appliquent. Les caractéristiques attendues sont indiquées dans le CCTP correspondant à chaque lot.

Article 12 - Droit de propriété intellectuelle

L'article 35 du CCAG-PI s'applique intégralement.

En dérogation de l'article 35.3 du CCAG-PI, l'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du présent marché.

Article 13 - Devoir de loyauté

En cas de survenance d'un conflit d'intérêt entre un client du titulaire et Nantes Université, le titulaire en informe immédiatement l'interlocuteur référent.

En ce cas, l'Université décide librement :

- De renoncer à demander la réalisation de la prestation au titulaire sans que celui-ci ne puisse émettre aucune réclamation, ni demande indemnitaire de quelque nature que ce soit ;
- Poursuivre la réalisation de la prestation avec le titulaire. En ce cas, celui-ci présente les modalités de conservation de la confidentialité qu'il s'engage à respecter ainsi que les mesures de cantonnement garantissant l'étanchéité des projets.

Le titulaire qui contreviendrait à son obligation de loyauté s'exposerait à une résiliation pour faute

Article 14 - Prix

14.1. Forme et contenu des prix

Les prix sont exprimés en euros, hors taxe à la valeur ajoutée. Le taux de TVA applicable est le taux légal en cours applicable aux prestations facturées. Ils sont fermes pour la première période d'exécution.

Les prix de l'accord-cadre sont des prix unitaires, ils correspondent aux prix figurant dans le BPU des titulaires du marché.

14.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Le titulaire est réputé connaître précisément l'ensemble des sujétions liées à l'exécution des prestations.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

14.3. Variation du prix

Les prix unitaires du BPU sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre.

Article 15 - Modalités de règlement des comptes

15.1. Avance

Le traitement de l'avance est défini selon l'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI. Sauf refus du titulaire, une avance sera versée lorsque le montant du marché public est supérieur à 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 20% du montant TTC du marché public.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du marché public. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant du marché public, toutes taxes comprises.

➤ Modalités de paiement :

Le délai global de paiement de l'avance court à compter de la notification, qui emporte commencement d'exécution du marché public, et/ou, le cas échéant, à compter de la date de reconduction de celui-ci. L'avance doit être versée sous un mois à compter de l'élément de déclenchement susmentionné.

15.2. Demandes de paiement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI.

15.3. Contenu des factures

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original portant, sans préjudice des mentions légales et réglementaires, les indications suivantes :

- le numéro de SIRET qui identifie Nantes Université en tant que destinataire de la facture : 130 029 747 00016 ;
- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- **le numéro et la référence du marché public ;**
- **le numéro de l'engagement financier (bon de commande Sifac, format 4500XXXXXX) ;**
- la prestation exécutée (désignations et quantités) ;
- le montant hors taxe des prestations exécutées éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

Les factures ne mentionnant pas la référence du marché public et/ou le numéro de bon de commande Sifac seront jugées non conformes et retournées au titulaire.

15.4. Transmission des factures

Les dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique s'appliquent concernant la transmission des factures. Aussi, conformément à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, les titulaires des marchés publics conclus avec Nantes Université, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Dès lors, les titulaires ont l'obligation d'adresser leurs factures dématérialisées sur le portail public de facturation Chorus Pro (<https://chorus.pro.gouv.fr>).

Comptable assignataire des paiements :

Nantes Université
Monsieur l'Agent Comptable
1 quai de Tourville – BP 13522 - 44035 Nantes Cedex 1
Courriel : pole.marches-ac@univ-nantes.fr
Téléphone : 02.40.99.83.83

15.5. Mode de règlement

Les prestations, objet du présent marché public, sont rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au titulaire, et au sous-traitant de premier rang éventuel, sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, ou à compter de la date d'admission si cette dernière est postérieure à la date de réception de la facture (articles R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est précisé à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

15.6. Clause de financement et de sûreté

15.6.1. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

15.6.2. Cession et nantissement de créances

Il est fait application des articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique, relatifs à la cession ou au nantissement des créances.

Article 16 - Pénalités

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG-PI, et s'appliquent à l'ensemble des pénalités ci-après.

16.1. Généralités

Toutes les pénalités définies peuvent être appliquées par le pouvoir adjudicateur sur simple constatation du dysfonctionnement ou du manquement contractuel (dans le respect des éléments de déclenchement de pénalités mentionnés dans la grille des pénalités), sans mise en demeure préalable. Elles correspondent à une sanction contractuellement définie, appliquée même en l'absence de tout préjudice par le pouvoir adjudicateur. Toutefois, aucune pénalité ne sera appliquée au titulaire en cas de survenance d'une cause légitime et/ou exonératoire de responsabilité, pour autant et dans la limite où la cause emporte une incidence significative sur l'exécution des prestations dont le non-respect fait l'objet d'une pénalité.

Les pénalités sont cumulables et ne font pas l'objet de formules de variation. Elles s'appliquent dès le premier euro TTC, étant entendu qu'elles ne sont pas assujetties à TVA.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités. Chaque heure ou jour de retard entamé est dû dans sa totalité.

L'application d'une pénalité n'exclut pas la responsabilité du titulaire sur les conséquences de la prestation non ou mal exécutée, et se fait sans préjudice des demandes d'avoir. De plus, outre l'application de pénalités, dans le cas où le titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées au présent document. Dans cette hypothèse, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

16.2. Grille des pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI les pénalités suivantes s'appliquent :

Désignation de la pénalité	Délai et référence du CCAP/CCTP	Montant de la pénalité par jour calendaire de retard
Retard dans la remise des livrables	Article 2.2 du CCTP propre à chaque lot	150 € par jour de retard et par prestation (1 prestation = 1 ligne du BPU)
Absence non justifiée de réponse à une demande de prestations	7.5.1 & 8.2	200 € par manquement

Article 17 - Résiliation du marché

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L2195-1 à L2195-6 du code de la commande publique. En outre, il est fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 du CCAG-PI, avec les précisions suivantes.

17.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché

En cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L641-11-1 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation du marché peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans faute du titulaire, pour un motif d'intérêt général.

La résiliation pour un motif d'intérêt général ouvre droit à une indemnité pour le titulaire, dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-PI.

17.3. Résiliation pour faute

Le marché est résilié pour faute du titulaire dans le cadre d'une des hypothèses prévues à l'article 41 du CCAG-PI, ou pour un motif d'exclusion relevant des conditions de l'article L2195-4 du code de la commande publique.

En complément des cas énoncés à l'article 41 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux frais et risques du titulaire pour faute de celui-ci, dans l'hypothèse où les documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique transmis par le titulaire du marché public serait inexacts ou inadéquats pour satisfaire aux obligations fixées par ledit décret.

Comme, en cas de groupement, la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les dispositions du CCAG-PI traitant de la résiliation pour faute du titulaire peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations qui y sont prévues.

Le délai mentionné à l'article 41.2 du CCAG-PI est fixé à quinze (15) jours, à compter de la date de réception de l'information du titulaire concernant la sanction envisagée.

17.4. Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 45 du CCAG-PI, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ces derniers d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 18 - Force majeure

Les parties ne sont pas responsables des manquements, retards ou défauts d'exécution résultant directement ou indirectement de tout événement indépendant de leur volonté ou échappant à leur contrôle.

La partie invoquant la force majeure doit en informer l'autre partie par notification écrite dans les plus brefs délais. Les obligations résultant du présent marché ne doivent pas pour autant être abandonnées par la partie concernée sans qu'elle ait utilisé toutes les ressources en son pouvoir pour en éviter, éliminer voire compenser les effets.

En cas de force majeure, les délais d'exécution seront prolongés de plein droit de la durée de l'événement.

Article 19 - Litiges et recours

L'unité monétaire est l'euro.

Sauf indication contraire, l'usage de la langue française est obligatoire dans tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litige, les parties s'obligeront à saisir un organe chargé des procédures de médiation, préalablement à la saisine du tribunal administratif.

Organe chargé des procédures de médiation :

- Pour saisir le Médiateur des entreprises : www.mediateur-des-entreprises.fr
- Pour saisir le Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable (CCIRA) des différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

DREETS (Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) des Pays de la Loire

22 mail Pablo Picasso – BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1

Téléphone : 06 60 48 98 89

Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr

Instance chargée des procédures de recours :

L'instance chargée des procédures de recours introduites (référé précontractuel défini aux articles L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative, référé contractuel défini aux articles L. 551-13 et suivants du Code de justice administrative,...) est le Tribunal administratif de Nantes, seul compétent.

Tribunal administratif de Nantes

6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 - 44041 NANTES Cedex

Téléphone : 02 40 99 46 00

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Article 20 - Présentation des attestations

Le titulaire déclare et s'engage sur l'honneur :

- à présenter les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances),
- à ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique),
- à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,
- à respecter les dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et les attestations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par la personne publique avant notification du marché public au titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois, à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail ainsi que les pièces complémentaires (assurances, qualifications, ...) requises.

Plateforme e-attestations.com

Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessous, Nantes Université met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne : e-attestations.com. Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

L'utilisation de cette plateforme est impérative pour les titulaires domiciliés en France.

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer gratuitement sur la plateforme, les documents suivants :

- Tous les 6 mois :
 - **Attestation sociale « vigilance »** à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site
 - **Liste nominative des salariés étrangers** soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.
- Annuellement :
 - **Attestation annuelle de régularité fiscale**
 - **Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle**

Article 21 - Dérogations au CCAG

Article(s) du présent CCAP	Article(s) du CCAG-PI	Objet de la dérogation
2.2	4.2.1	Pièces constitutives
5.2	13.1.1	Début du délai d'exécution
5.4	13.3.1	Prolongation du délai d'exécution
12	35.3	Droit de propriété intellectuelle
16.2	14	Pénalités